

Urgence de la transition énergétique, pièges du capitalisme vert

*par Alain Lipietz (source :
<http://lipietz.net/>)*

La transition écologique permet aussi de sortir de la crise économique et de créer massivement des emplois. Ce n'est pas une raison pour accepter (ou refuser) n'importe quoi du « capitalisme vert »

La crise qui balaie le monde depuis la fin des années 2000 n'est pas seulement la plus grave crise du capitalisme depuis la Grande dépression des années 1930. C'est surtout la deuxième crise écologique mondiale, après la Grande peste qui ravagea l'ancien monde à la fin du 14^e siècle, "comme un tapis que l'on enroule avec tout ce qu'il y a dessus" (Ibn Khaldoun)

Certes la crise de ce début du 21^e siècle s'enracine, comme la Grande dépression, dans l'écart monstrueux entre la croissance des profits et la baisse des salaires mondiaux, à travers la relocalisation en Asie de la majorité des emplois créés. Elle s'exprime logiquement par des faillites bancaires et une crise budgétaire, et appelle une annulation large de la dette, la création de monnaie de crédit, un recours au planisme, à une régulation de la finance, et un renforcement des droits des salariés. Mais on ne referra pas le New Deal rooseveltien, ni la sociale démocratie d'après 1945. D'abord, quel État

supranational pourrait "social démocratiser" un capitalisme mondialisé ? Surtout, deux crises écologiques globales, qui se sont conjuguées pour déclencher la crise économique en 2007/2008, encapsulent toute issue : la crise alimentation-santé, la crise énergie-climat. Nous avons besoin d'un New Deal, mais il sera vert : un Green Deal.

Le diagnostic est simple : si les nouvelles puissances émergentes (l'Inde, la Chine...) relancent l'économie mondiale par les méthodes rooseveltiennes (une voiture et un bifteck quotidien pour chaque ménage), alors elles ravageront le Monde en quelques années « comme une nuée de sauterelles » (Gandhi). Or, les Indiens et les Chinois ont tout autant de droits que nous sur la Terre et l'atmosphère. La généralisation de notre modèle de développement serait une catastrophe ? Alors nous devons commencer par y renoncer nous-mêmes. Selon le GIEC, nous devons réduire de 25 à 40% nos émissions de GES d'ici 2020. Le contenu du Green Deal impliquera une décroissance massive de l'empreinte écologique du Nord-Ouest du Monde. Et la bonne nouvelle, c'est que l'effort à déployer pour faire décroître cette empreinte nécessitera une énorme activité humaine, rétablissant les conditions d'un quasi plein-emploi (1).

Cette idée d'une transition verte généreusement créatrice d'emplois, nécessaire pour enrayer la catastrophe, promesse d'un monde plus pacifié et d'une plus haute qualité de vie, se heurte évidemment à un obstacle majeur : les forces constituées du modèle en crise, du « libéral-productivisme ». C'est-à-dire : les grandes entreprises ayant partie liée à ce modèle (agro-alimentaire, nucléaire, pétrole, automobile...), leur capacité à maintenir les gouvernements dans les rails idéologiques et financiers du modèle en

crise, à séduire une large base sociale dans leur refus du changement. Jusqu'à présent, ces groupes ont gagné, refoulant les pieuses déclarations onusiennes de 2008 en faveur de la transition verte.

En France même, la seule transition énergétique (sans même parler de la transition alimentaire vers le retour au bio, les légumineuses, et les circuits de proximité), avec pour objectif une baisse de 40% des gaz à effet de serre d'ici 2020 et en fermant un réacteur nucléaire par an, offrirait à cette date (dans 8 ans....) 650000 emplois supplémentaires, toutes choses égales par ailleurs.

Huit ans : autant dire que nous serons toujours dans l'économie marchande et capitaliste. Proclamer que l'écologie est incompatible avec le capitalisme signifie se résigner à ne rien faire. Le Green Deal ne sera pas passé avec les seuls syndicalistes d'EDF et de Véolia, mais aussi avec la technocratie d'EDF et de Véolia. Ici, il convient de clarifier un peu la bordée des invectives écologistes contre le "capitalisme vert".

La transition énergétique exige en gros : un tiers de « sobriété volontaire » chère au « décroissants » (mettre un pull-over plutôt que pousser le chauffage, pratiquer le vélo et le covoiturage...), un tiers d'investissements dans l'efficacité énergétique (réseaux de transports en commun, isolation thermique des bâtiments), et un tiers d'investissement dans les énergies renouvelables (de la méthanisation aux capteurs solaires en passant par l'éolien et l'hydraulique). Ces deux derniers tiers sont le lieu d'une massive création d'emplois directs.

Évidemment, cette croissance de l'activité se traduira comptablement par une croissance du PIB. Eh oui ! La décroissance de l'empreinte écologique implique une croissance économique, car elle revient à remplacer du "facteur nature"

par du "facteur travail". On a suffisamment critiqué la vacuité du concept de PIB pour ne pas s'offusquer de le voir croître pour la bonne cause. Argument plus subtil des ennemis de la « croissance » : l'"effet rebond". Avec une voiture plus économe, les automobilistes rouleront plus vite et plus loin. L'efficacité énergétique doit donc s'accompagner d'une planification stricte de la décroissance de la consommation énergétique (par les écotaxes ou par la méthode des quotas). L'efficacité ne doit servir qu'à faire aussi bien avec moins, et non pas plus avec autant...

Bien entendu, les économies de charges pour les ménages, qu'induisent les économies d'énergie exigées par scénarios du genre Négawatt 2011, dégageront un pouvoir d'achat (et des emplois induits !)... qui pourrait s'orienter vers des consommations polluantes. Et il faudra s'en dissuader. La sobriété n'est pas qu'un problème technique, c'est une culture à développer.

Mais l'emploi promis par le Green Deal est essentiellement créé dans les deux derniers tiers (efficacité énergétique et énergies renouvelables). Et même si la gestion de la transition est politiquement planifiée, même si les entreprises sont nationalisées (ce qui nous ramènerait simplement à la situation de la période gaulliste...), les entreprises techniquement chargées de la transition resteront pour l'essentiel des entreprises capitalistes, ou, au mieux, des Sociétés Coopératives d'Intérêt Collectif. C'est douloureux à dire, mais une partie des héros de la transition verte seront des entreprises capitalistes tout à fait classiques, dont le modèle le plus contesté est Siemens, qui vient d'abandonner sans un murmure le nucléaire, tant elle est déjà spécialisée dans la construction de matériel ferroviaire et d'éoliennes...

Et il ne s'agit pas de "green washing" ! Il y a green washing quand Total ou EDF se

prétendent propres. Mais les industries du ferroviaire ou de l'éolienne sont incontestablement des industries vertes. Il existe des branches capitalistes tirées par la commande publique (donc « anti-libérale ») et le problème est d'encadrer leur puissance (Siemens a été le grand corrupteur des Jeux Olympiques d'Athènes). Elles proposent des solutions productiviste aux problèmes du productivisme : il faudra intégrer, dans le calcul de leur efficacité énergétique, l'énergie grise (celle que consomme la production de leur matériel). Et bien entendu de contrôler la qualité des rapports sociaux en leur sein et avec leurs sous-traitants. C'est le deal qu'il est possible de passer avec elles et qui les amènera à soutenir la stratégie de décroissance de l'empreinte écologique. Significativement, les seuls chapitres du Grenelle de l'Environnement qui ont pu être mené à bien (normes d'isolation des logements et du traitement des ordures ménagères) disposaient de lobbies industriels intéressés à leur mise en œuvre.

Il faudra aussi empêcher ces industries, même authentiquement vertes, de se constituer en monopole rentiers. La grande manœuvre qui se dessine, et que Rio+20 a révélé au grand jour sous le nom de « économie verte », consiste pour elles à s'appuyer sur la technicité qu'exige un usage économe des ressources naturelles pour s'approprier privativement ces ressources. Ainsi, les grandes entreprises de l'assainissement de l'eau, qui revendiquent un droit sur la propriété des sources et des lacs et sur la distribution aux usagers...

La transition énergétique, comme la transition alimentaire, seront avant tout tirées par le comportement de plus en plus conscient des consommateurs et des usagers. C'est cela qui constitue la dimension idéologique et culturelle de la transition. C'est en cela que les personnes se reconnaissant comme décroissantes jouent un rôle prophétique. Comme dans toute grande bataille de l'humanité, il leur faudra trouver des

alliés, qui peuvent leur sembler embarrassants. Mais comme disait le poète dans de pires circonstances : "Quand les blés sont sous la grêle, fou qui fait le délicat".

(1) Voir mon livre *Green Deal. La crise du libéral-productiviste et la réponse écologiste*, La découverte, 2012, et, pour la comparaison avec la Grande Peste, *Postface à Qu'est-ce que l'écologie politique ?*, Les Petits Matins, nouvelle édition 2012.

14 juillet 2012